

## La "démocratie rhétorique" ou les difficultés d'une analyse politologique du Japon

Nadia Spang Bovey

Dans le chapitre qu'il consacre au Japon dans *Les démocraties: régimes, histoire, exigences*<sup>1</sup>, Olivier Duhamel défend la thèse suivante: "la démocratie japonaise contemporaine est largement une façade, qui coexiste avec une paradoxale modernité féodale"<sup>2</sup>. Il reconnaît qu'il force le trait - "au risque d'irriter quelques lecteurs" -, mais dans l'intention d'alimenter la réflexion de qui travaille sur la démocratie moderne. Si, d'une part, le point de vue défendu dans ces quelques pages suggère commentaires et contre-hypothèses, ce texte a, d'autre part, le mérite de mettre en lumière les difficultés que nous autres comparatistes rencontrons lorsque nous tentons d'inclure le Japon dans nos catégories et typologies.

Certes, le système politique japonais, dans la mesure où il revendique le qualificatif de démocratique, fait partie des processus historiques susceptibles d'entrer en confrontation avec nos perceptions et nos tentatives de définition de cet idéal politique; de ce point de vue, la préoccupation d'Olivier Duhamel est donc entièrement justifiée. Par ailleurs, il relève qu'"au-delà de l'archipel du Soleil levant, cet exemple illustre les difficultés de l'extension de la démocratie face aux résistances de la société"<sup>3</sup>. A ce titre, la trajectoire japonaise mériterait d'occuper une place plus importante dans l'intense curiosité suscitée par les modalités de transfert du modèle démocratique dans les pays non occidentaux. Les études consacrées à l'analyse de ces divers processus particuliers, mettant souvent l'accent sur les capacités d'adaptation et de résistance des diverses sociétés et cultures dites traditionnelles, ont renvoyé aux démocrates l'image d'un projet politique aux formes multiples, toujours en transformation et un terme dont la polysémie ne cesse de s'enrichir.

Mais, telle qu'elle est formulée, l'hypothèse d'Olivier Duhamel pose problème. Non pas que le diagnostic soit faux, car en effet tout observateur attentif lui accordera que certaines institutions et pratiques politiques japonaises sont loin de remporter la palme démocratique. Mais plutôt que, reposant sur la

---

<sup>1</sup>Olivier Duhamel, *Les démocraties: régimes, histoire, exigences*, Paris, Seuil, 1993

<sup>2</sup>*op. cit.*, p. 103

<sup>3</sup>*op. cit.*, p. 112

dichotomie forces traditionnelles = résistance au changement; forces modernisatrices = progrès, sa thèse occulte un aspect spécifique de la dynamique du développement politique de ce pays, et notamment le fait que le projet démocratique a servi, dans différents épisodes historiques et de diverses manières, d'argument de négociation utilisé pour modifier le rapport de force entre l'Occident et le Japon.

Ainsi, c'est un double regard que je désire porter sur la démocratie japonaise: celui, d'une part, de la politologue intriguée par un cas de transfert institutionnel et idéologique satisfaisant apparemment tant les autorités politiques que la population japonaise, et, d'autre part, celui de la comparatiste, confrontée à la collecte et au traitement de données provenant de l'autre bout du monde, donc issues d'une culture, de pratiques, de mentalités et d'une langue qui restent, malgré l'amélioration des outils de communication et de recherche, radicalement étrangères et difficiles d'accès.

*L'hypothèse de la "démocratie rhétorique"*

Olivier Duhamel reproche surtout à la démocratie japonaise d'être un projet qui reste lettre morte, car il s'appuie sur des structures et des institutions de type féodal. Les factions du Parti Libéral Démocratique, les scandales politico-financiers, les allégeances traditionnelles ou l'autoritarisme consensuel n'en sont d'ailleurs que quelques exemples. Selon lui, la survivance de ces hiérarchies féodales et le peu de contestation qu'elles suscitent traduisent bien le fait que ce projet n'accomplit que de lents progrès vers la démocratie réelle<sup>4</sup>.

Résumant en quelques mots le débat qui a divisé irrémédiablement le monde des études japonaises ces dernières années, l'auteur conclut cependant son chapitre en accordant droit de cité à la thèse que défendent nombre de chercheurs américains:

"... rien d'interdit au lecteur d'inverser la perspective et de substituer au verre à moitié vide d'une démocratie de façade dans un système encore dominé par les hiérarchies organisées le verre à moitié plein d'un mariage admirable entre démocratie libérale et tradition orientale. "<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup>*op. cit.*, p. 112

<sup>5</sup>*op. cit.*, p. 112

Or, il nous semble que quelque chose interdit justement d'inverser la perspective: l'hypothèse que la démocratie "réelle" n'a jamais été l'objectif des élites politiques japonaises. En d'autres termes, que la démocratie japonaise est avant tout un outil rhétorique, acceptable comme tel pour les politiciens japonais, dans la mesure où la dénomination "démocratique" fait office de carte de membre dans le club des grandes puissances. Cette hypothèse n'est pas une affirmation péremptoire vaguement teintée d'anti-japonisme, mais le fruit d'une recherche en cours sur la modernisation de ce pays dans une optique stratégique. Si elle se révèle pertinente, elle permet d'expliquer l'apparente tolérance à l'inégalité et aux scandales dont témoigne cette population, pourtant pas moins encline qu'une autre à défendre ses intérêts immédiats<sup>6</sup>.

Il nous paraît en effet adéquat de reformuler le problème posé par les aspects particuliers, au demeurant dérangeants pour les défenseurs du modèle démocratique, de ce régime politique qui pourtant revendique un statut d'égalité avec celles de l'Occident. Plutôt que de tenter d'évaluer la qualité démocratique de ce système en fonction du degré de précision dans la copie du modèle, nous suggérons d'observer le processus de son point de départ, au début du dix-neuvième siècle, alors que rien n'est encore joué et que le modèle démocratique ne constitue que l'une des options envisageables.

Envisagée sous cet angle, l'instauration du modèle démocratique semble une hypothèse hautement improbable. La société japonaise, strictement hiérarchisée en quatre strates presque imperméables et organisée en domaines jouissant d'une autonomie relative, est dotée d'une double source de pouvoir: le shogounat, gouvernement de type militaire qui a pour objectif majeur de contrôler la puissance des seigneurs, et l'Empereur, figure symbolique d'unification non contestée dans son principe mais à qui toute participation aux affaires du pays est refusée. Deux problèmes se font urgents: d'une part, la société des Tokugawa est confrontée à une crise économique et sociale<sup>7</sup> qui aboutit en une remise en cause de la légitimité politique du shogounat et suscite un réexamen du rôle de l'Empereur; de l'autre, des bateaux étrangers font des apparitions pressantes aux portes du pays, exerçant une pression toujours plus

---

<sup>6</sup>A témoin les manifestations contre la révision du traité de sécurité avec les Etats-Unis, les mouvements de citoyens dans les cas de pollution de Minamata, Toyama ou Niigata, la lutte de la Fédération des ménagères contre le fabricant de télévisions Matsushita ou encore la résistance des paysans de Sanrizuka contre l'agrandissement de l'aéroport de Narita, pour ne mentionner que les plus célèbres.

<sup>7</sup>Voir notamment BERNIER, Bernard, *Capitalisme, société et culture*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988, pp. 383-390

forte pour l'obtention de droits commerciaux et forçant les divers acteurs à définir une politique précise pour l'avenir.

Ces deux urgences provoquent une intensification tant de la pratique de la réflexion et du discours politique que de l'activisme, qui prendra ses formes les plus aiguës dès l'arrivée du Commodore Perry en 1853. La première moitié du siècle, que nous nommerions volontiers période de transition, voit une forte activité de redéfinition des stratégies politiques possibles. Les divers groupes en présence s'affrontent tant sur l'analyse des difficultés que sur les solutions proposées. Un thème, pourtant, est repris par toutes les tendances politiques: celui de l'expulsion des étrangers et de leur influence néfaste sur la société japonaise. La nature de l'argumentation, mais surtout les modalités de cette expulsion, font l'objet d'intenses discussions au sein des élites et suscitent des actions désespérées des plus convaincus des samouraï qui se déclarent loyaux à l'Empereur<sup>8</sup>. Celui-ci se fait l'avocat d'une politique d'ultimatum vis-à-vis des Occidentaux, qui se voient sommés de quitter le Japon dans l'Edit d'expulsion de 1825.

Le contexte de cette décision, et du relatif échec de sa mise en application, est fort complexe. Le Japon est le théâtre d'une transformation radicale de la structure du pouvoir, dans laquelle la question des étrangers devient un enjeu crucial, que chacun des protagonistes tentera de faire valoir en sa faveur. Les Japonais, quelques soient leurs options en politique intérieure, s'entendent sur un point: le rejet des Occidentaux. Certains cercles intellectuels cependant, déjà héritiers d'une longue tradition d'emprunts culturels envers la Chine, font preuve d'une grande curiosité pour tout ce qu'ils perçoivent comme la supériorité technique et militaire de l'Occident. Ceux-ci mettront en garde les autorités, notamment par la publication de textes critiquant la politique de défense du shogounat et nombre de réflexions sur les moyens d'enrayer la crise, contre le danger d'une confrontation directe avec les puissances étrangères et militeront pour l'adoption de la science des étrangers<sup>9</sup>. Issus de différents milieux sociaux et de diverses allégeances politiques, certains de ces auteurs compteront cependant parmi les anti-occidentaux les plus convaincus, ce qui

---

<sup>8</sup>Pour une histoire de ces épisodes, consulter notamment AKAMATSU Paul, *Meiji 1868, Révolution et contre-révolution au Japon*, Paris, Calmann-Lévy, 1968

<sup>9</sup>Voir par exemple les Nouvelles thèses de 1825, d'AIZAWA, traduites et commentées par Bob Tadashi Wakabayashi, *Anti-Foreignism and Western Learning in Early-Modern Japan*, Cambridge (Mass.) and London, Harvard University Press, 1991

nous conduit à relativiser l'habituelle dichotomie entre forces de la tradition et forces de la modernité.

En outre, il est intéressant de constater qu'aucun des groupes en lutte jusqu'à la Restauration de 1868 ne revendique un projet moderne, émancipateur. Les débats se font essentiellement en termes de légitimité politique, de contestation des mesures prises par le shogounat pour sortir de la crise, et de dénonciation de son incapacité à mettre en oeuvre la politique d'expulsion des Occidentaux. Il s'agit d'un combat fait d'alliances successives de seigneurs, de rapprochements et d'oppositions entre la cour impériale et les autorités shogounales, de concessions accordées aux étrangers sous le poids de la pression militaire qui s'exprime clairement dès 1853, de luttes de succession, de mariages politiques et d'assassinats, en bref d'un jeu stratégique aux règles compliquées, dont l'enjeu n'est en aucun cas l'institution de la démocratie. Bien au contraire, et au-delà même de la rhétorique passéiste qui légitime la "restauration" de l'Empereur dans un rôle qu'aucun de ses ancêtres n'a jamais tenu, la première tâche des nouvelles élites au pouvoir dès 1868 n'est-elle pas de consolider leur propre pouvoir dans une conception quasiment absolutiste?

S'il importe de ne pas schématiser la transformation qu'a connue le Japon en termes d'opposition entre forces traditionnelles attardées et forces progressistes modernes, c'est que l'utilisation de ces concepts masque un effet pervers - qui s'avérera au demeurant fondamental dans les développements futurs de la démocratie japonaise - des luttes de pouvoir qu'a connues ce pays durant la première partie du dix-neuvième siècle, ainsi que de l'arrivée des Occidentaux à la même époque. En effet, la conséquence structurelle remarquable de cette période de transition est l'apparition, de fait, d'une nouvelle conception de l'unité territoriale, qui passe d'une vision de la défense morcelée en domaines plus ou moins autonomes à la nécessité de trouver une solution au problème que pose la menace étrangère au pays dans son ensemble.

L'objectif à portée limitée que se fixent les Japonais dès 1857 est la renégociation des traités inégaux imposés par les puissances occidentales. L'ambition de cette renégociation est soutenue par la conviction de la supériorité morale du Japon et de sa culture, alliée à la capacité d'identifier les points forts de l'adversaire, en l'occurrence son avance dans le domaine de la technologie militaire et industrielle. La solution qui se met sur pied vers la fin de la période Tokugawa intégrera ces divers ingrédients, sans inquiétude particulière pour les coûts sociaux de sa mise en pratique. Il s'agira de mobiliser les ressources morales

qu'ils considèrent comme l'héritage du néo-confucianisme afin d'appeler "la populace à protéger et à promouvoir l'intérêt national dans un environnement international dangereusement compétitif"<sup>10</sup>.

Or, l'autonomie de gestion laissée aux *daimyô* (seigneurs) et qui les conduit à conclure des alliances particulières ou à livrer bataille contre des pays étrangers, apparaît rapidement néfaste à certains des futurs hommes du pouvoir, voire même à l'Empereur, parfois incommodé par les initiatives intempestives des loyalistes. Bien que la modernisation des structures n'aient jamais été revendiquée comme un but en soi, les dirigeants Meiji prononcent l'abolition des domaines, la fin des privilèges des samouraïs, la disparition des quatre strates sociales en vigueur sous les Tokugawa et la conscription obligatoire, le tout avant 1877. Mais qu'on ne s'y trompe pas: l'argument qui préside à cette transformation radicale n'est pas la démocratisation de la société et la reconnaissance des droits de l'individu tel que la philosophie des Lumières les conçoit, mais bien la nécessité de mobiliser les forces pour la lutte à venir<sup>11</sup>.

Le moyen qui s'impose est bien le développement d'une puissance similaire à celle des nations occidentales en contact direct avec le Japon, l'industrialisation soutenue par les autorités apparaissant comme seule capable de permettre d'y accéder. "Construire un État riche et fort" devient le projet mobilisateur durant les décennies suivantes, slogan auquel on n'aurait pas été surpris de voir s'ajouter celui de "parler à l'Occident dans son propre langage", notamment au niveau institutionnel. Il ne s'agit pas là d'attribuer aux dirigeants japonais un machiavélisme diplomatique exagéré, mais de tenir compte des enjeux et possibilités d'action limitées dont disposent les acteurs politiques. Et cette politique sera payante puisqu'au terme de trois guerres coloniales (contre la Chine 1894-5; contre la Russie 1904-5; annexion de la Corée 1910), le Japon retrouvera son entière liberté douanière en 1911 et accédera au statut de membre permanent de la Société des Nations lors de sa création en 1919, à rang égal avec l'Angleterre, la France et l'Italie.

Parallèlement, des mouvements pour la défense des droits de l'Homme apparaissent dans la population japonaise. Ils connaîtront des fortunes

---

<sup>10</sup>NAJITA Tetsuo in NAGAI Michio et Miguel URRUTA, *Meiji Ishin: Restoration and Revolution*, Tokyo, UNU, 1985, p. 83,. Voir en outre son explication de la réduction conceptuelle qu'opère la Restauration Meiji dans la sphère politique, pp.83-102

<sup>11</sup>TAKESHI Ishida, *Japanese political Culture, Change and Continuity*, New Brunswick USA and Oxford UK, Transaction Publishers, 1989, p. 5

variables selon les périodes et le degré de tolérance aux idées occidentales, pour s'effacer sous la pression de l'ultra-nationalisme des années trente qui critique implacablement l'individualisme. Leur rôle, leurs réflexions et leurs querelles, ainsi que la répression qui, parfois, décima leurs rangs, ont fait l'objet d'une littérature<sup>12</sup> qui mériterait d'être mieux connue du public francophone, en particulier de ceux qui adoptent, explicitement ou non, la thèse du développement spontané ou "naturel" de la démocratie.

Les bases du système politique japonais d'avant 1945 ainsi posées, il nous paraît improbable qu'un attachement spontané aux valeurs démocratiques émerge chez les Japonais immédiatement après le traumatisme de la défaite de 1945. Une fois encore, il ne s'agit pas là de nier les efforts répétés, ni les convictions profondes, des démocrates japonais d'après-guerre qu'ils appartiennent à cette minorité agissante d'intellectuels tel que le célèbre Maruyama Masao ou à des mouvements ne jouissant pas d'un grand renom, mais de relever que ceux-ci ne constituent à nouveau que l'une des tendances en compétition pour la définition des valeurs et conceptions dominantes. Parmi ces autres forces, il suffit de rappeler le succès de certaines sectes religieuses ou les liens privilégiés qu'entretiennent les "lobbies industriels" avec les sphères proches du gouvernement.

Car s'il est vrai que l'occupation américaine (1946-1952) s'attacha à détruire les anciennes institutions politiques et industrielles qui avaient eu partie liée avec les ténors de l'ultra-nationalisme, il faut constater d'une part que les réformes et la démocratisation n'ont pas été menées à leur terme<sup>13</sup> et de l'autre que le contexte social et culturel dans lequel celles-ci devaient trouver ancrage était loin d'être vierge. Quand bien même les Japonais avaient subi une défaite cuisante et devaient procéder à la reconstruction des quelque 130 villes bombardées, quand bien même le SCAP<sup>14</sup> procéda à l'épuration des éléments les plus compromis des cercles dirigeants et des structures industrielles et établi un régime parlementaire dans lequel l'Empereur ne conservait que le rôle de

---

<sup>12</sup>Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de HOSTON Germaine, *Marxism and the Crisis of Development in Prewar Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1986

<sup>13</sup>Ces épisodes dits du "Reverse course" sont présentés dans le chapitre 2, "L'Occupation: la démocratisation et ses limites (1945 - 1925) de BUISSOU Jean-Marie, *Le Japon depuis 1945*, Paris, Armand Colin Ed., 1992, pp. 26-55

<sup>14</sup>Supreme Commander for the Allied Powers: le Général MacArthur

symbole de l'État et de l'unité de la nation, l'héritage du passé<sup>15</sup> pesait de tout son poids dans la cadence et la forme de la transformation des mentalités.

Diverses interprétations ont été développées pour tenter d'expliquer les spécificités du système politique d'après-guerre. Ike Nobutaka, quant à lui, propose un modèle<sup>16</sup> s'inspirant tant de l'idée de Samuel Popkin d'investisseurs et d'entrepreneurs politiques que d'analyses anthropologiques telles que celles de Nakane Chie et Doi Takeo, auteurs très en vogue dans les années quatre-vingt. Intégrant les critiques principales faites à ces travaux dans ses propres analyses, c'est-à-dire leur propension à considérer la population japonaise comme parfaitement unifiée, Ike ne s'en servira que comme point de départ, pour décrire une attitude politique souvent observable dans les zones rurales du pays. Il complexifiera ensuite son modèle en y intégrant des variables articulées autour des clivages spécifiques à la société nipponne.

Ike pose d'abord quelques hypothèses qu'il déduit de valeurs ou codes culturels spécifiques à la trajectoire historique de l'île. La majorité des Japonais serait concernée par elles - sauf une minorité qui présenterait une forme de non-conformisme politique auquel nous reviendrons ultérieurement - et de ce fait, elles agissent en tant que constantes explicatives: 1. les réseaux sociaux sont beaucoup plus importants dans la vie quotidienne et dans la formation des préférences politiques au Japon que dans les autres pays industrialisés; 2. la recherche, par l'engagement politique, de bénéfices extrinsèques (bénéfices instrumentaux, tangibles) est plus importante au Japon que celle de bénéfice intrinsèques (satisfaction émotionnelle ou inspiration que des individus peut trouver à participer à un mouvement ou à soutenir une cause)<sup>17</sup>.

L'attitude politique que Ike considère comme le premier degré de son modèle, celle des habitants des zones rurales du Japon, est caractérisée par la structuration de la société en une multitude de petits groupes de dix à vingt personnes, très hiérarchisés, formés en réseaux de dépendances plutôt que par affinité de valeurs ou d'intérêts et dans le sillage d'un leader local. Traduite en termes politiques, la popularité des leaders se construit sur leurs capacités à obtenir ce qu'Ike nomme des bénéfices extrinsèques, ainsi que sur leurs aptitudes à satisfaire les attentes émotionnelles des membres du groupe qui,

---

<sup>15</sup>FLANAGAN Scott C., RICHARDSON Bradley M., *Politics in Japan*, Boston, Toronto, Little, Brown and Cie, 1984, pp.1-28

<sup>16</sup>dans IKE Nobutaka, *A theory of Japanese Democracy*, Westview Press, 1978

<sup>17</sup>IKE, *op. cit.*, p. 27ss

pour leur part, se doivent de faire preuve d'une obéissance qui touche à la soumission<sup>18</sup>. De cette structuration particulière et de ses répercussions sur les comportements découlerait la quasi inexistence de différenciation entre la sphère privée et la sphère publique, ainsi que l'attitude ambivalente des Japonais face à l'idée de liberté qui, lorsqu'elle est comprise avec une connotation individualiste, risque de délier les gens de leurs droits et de leurs obligations envers le groupe. A l'instar d'autres auteurs, Ike conclut que les relations que les Japonais entretiennent avec le système politique sont essentiellement du type du clientélisme politique. Les candidats sont plus importants que les partis et d'ailleurs nombre d'électeurs accordent leur voix au parti du candidat qui leur est familier<sup>19</sup>.

Le comportement politique décrit plus haut correspond sans doute à ce que les auteurs de science politique dénomment les forces de la tradition. Mais expliquer tout le fonctionnement de la démocratie japonaise de cette manière reviendrait à oublier que seuls 7% de la population active est encore officiellement recensée dans les catégories de travaux typiquement ruraux (agriculture, pêche, etc.). Même s'il est vrai que par le jeu du découpage des circonscriptions, les voix rurales ont plus de poids que les voix urbaines. L'apport du modèle d'Ike - indépendamment d'autres critiques qui pourraient lui être adressées - est de mettre l'accent sur les conditions de vie issues du développement récent, qui engendrent et expliquent les attitudes politiques des votants des zones urbaines, qui représentent la grande majorité du corps électoral.

Parmi ces sources de variation des comportements, Ike retient principalement l'immigration massive vers les zones industrialisées qu'a connue le Japon durant tout le siècle. La vie en ville, comme c'est le cas dans d'autres pays, est caractérisée par l'assouplissement des liens de dépendance et la difficulté d'identifier et d'obtenir du système politique des bénéfices extrinsèques. Mais, contrairement à ce que supposerait une réaction moderne au sens libéral du terme, les Japonais ne remplacent pas les liens de dépendance qui les liaient à leur petite communauté de type rural par une attitude autonome et de prise en charge individuelle des thèmes politiques, mais par la création d'un substitut de communauté sur leur lieu de travail, souvent situé fort loin des lieux d'habitation.

---

<sup>18</sup>IKE, *op. cit.*, pp. 20-21

<sup>19</sup>IKE, *op. cit.*, p. 31

Si, en terme de démocratie, ce processus contredit l'habituelle représentation selon le lieu de domicile et masque quelque peu la survie de la cohérence des votes, en terme de logique de vote, il explique en revanche la prééminence des loyautés conservatrices malgré l'insertion du votant dans un milieu plus moderne. Les partis qui se réclament de la défense d'une classe sociale recrutent en conséquence leur électorat soit parmi des groupes sociaux soumis à une plus forte socialisation démocratique (universités, syndicats) soit parmi une population n'ayant pas la possibilité de recréer des appartenances communautaires sur son lieu de travail, pour quelque motif que ce soit. Seule une surinterprétation<sup>20</sup> permettrait de conclure à la modernité de ces comportements, ce qui au demeurant provoquerait assez ironiquement que seuls les partis d'inspiration socialiste, ou mieux encore les grandes sectes religieuses, auraient droit au qualificatif de "moderne". Car même en ville, toute la vie japonaise, ses valeurs, ses institutions et ses processus sociaux - y compris la sphère politique - sont organisés de manière à soutenir des relations hiérarchiquement personnalisées et le fait est que le parti qui les médiatisait le mieux fut pendant longtemps le Parti Libéral Démocratique. Dans ce contexte, la bureaucratie fournit le cadre adéquat pour la coordination de ces groupes multiples et agit en tant que fournisseur de bénéfices matérialisables.

Malgré son rôle de coordination, la bureaucratie ne peut pas éviter que n'apparaisse périodiquement un quatrième clivage structurel (le premier étant le clivage divisant ruraux et urbains, le second possédants et salariés et le troisième ceux qui sont fortement soumis à l'influence occidentale et ceux qui le sont moins) : le clivage vertical fissurant des chaînes de dépendance devenues - au niveau national - trop gigantesques pour être efficaces. Ike considère ce phénomène, connu sous le terme anglais de "factionalism", comme une conséquence manifeste de l'incapacité des politiciens nationaux, contraints à agir dans la même logique que les groupes locaux, à satisfaire les attentes concrètes et affectives du nombre incalculable de leurs dépendants, dont il dépend lui-même pour son élection<sup>21</sup>.

Le modèle explicatif développé par Ike met à jour la contradiction fondamentale qui donne au système politique du Japon son caractère

---

<sup>20</sup>A laquelle Ike n'échappe pas puisque ses catégories sont aussi formulées en termes de "traditionnelles" et "modernes"

<sup>21</sup>IKE, *op. cit.*, p. 51

difficilement acceptable pour un démocrate occidental. On conçoit aisément qu'une critique interne de ce système suppose de la part de son auteur une distanciation par rapport aux relations personnelles dans lesquelles il est inséré. Or, malgré l'américanisation progressive de leur mode de vie et de leur environnement, les Japonais ne raisonnent pas comme des Américains. Principalement, et plus d'un démocrate japonais le regrettera, les Japonais dans leur majorité ne deviennent pas individualistes. Ils sont certes des producteurs et des consommateurs de première importance mais leurs attentes, tant pour ce qui est de la vie politique que de leur quotidien, n'ont rien de commun avec celles des Occidentaux, étant entendu que ces derniers ne forment pas non plus un groupe homogène d'individus animés de conceptions libérales. Des auteurs tels que Ross Mouer et Sugimoto Yoshio s'attachent d'ailleurs à démontrer, voire à dénoncer, la manière qu'ont les élites dirigeantes japonaises de jouer constamment avec les références au passé et de survaloriser les aspects consensuels et les comportements orientés vers l'harmonie du groupe<sup>22</sup>. Dans le même ordre d'idées, l'histoire fait l'objet d'une lecture qui valorise fortement la réussite et de la cohésion nationales. On relèvera au passage la censure qui existe encore sur la façon de présenter le rôle du Japon durant la guerre du Pacifique dans les livres d'histoire: encore récemment, des enseignants furent contraints d'en appeler à la justice pour exercer leur liberté pédagogique<sup>23</sup>, La lenteur de ses autorités à reconnaître les crimes de guerre contre les populations chinoises et du sud-est asiatique procède du même état d'esprit. Autant d'éléments qui risquent de provoquer des failles dans la conscience d'appartenance au groupe ou d'entâcher l'image de victime de l'Occident que se plaisent à entretenir bien des officiels japonais.

Mais force est de reconnaître que, plus encore qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, les règles du jeu international sont imposées par les Occidentaux et, plus particulièrement dans le contexte stratégique des années décisives de la guerre froide, par les Américains. Ainsi les choix potentiels des Japonais dans la période d'après-guerre étaient limités et l'adoption des institutions et du discours démocratiques représentait vraisemblablement le coût minimal à payer pour la reconstruction nationale.

---

<sup>22</sup>Voir MOUER Ross, SUGIMOTO Yoshio, *Images of Japanese Society. A Study in the Social Construction of Reality*, Londres, Kegan Paul International, 1986 et SOURYI Pierre, "Aux racines du consensus", in TOURAINE Alain, *Japon, le consensus: mythes et réalités*, Paris, Economica, 1984, pp. 67-90

<sup>23</sup>NAGAHARA Keiki, "Reflections on Recent Trends in Japanese Historiography", in *Journal of Japanese Studies*, vol. 10.1, 1984, pp. 179-183

Il nous semble dès lors fondé de revenir à notre hypothèse et de considérer que les valeurs démocratiques ne font pas nécessairement partie des priorités pour une partie importante de la population japonaise. Ni d'ailleurs pour ses élus, malgré le nom que se donne le Parti Libéral Démocrate dont les factions ont partagé le pouvoir des années cinquante à l'été 1993. A titre d'exemple, Jean-Marie Buisson signale que les droits populaires ont perdu des points dans le classement des priorités politiques des Japonais dès les années septante, au profit du développement économique, de l'ordre et de la paix sociale<sup>24</sup>. Ou, dans une perspective différente, il nous faut au moins admettre que le contenu sémantique du terme "démocratie" est radicalement différent des sens qu'on lui attribue en Occident. Ce qui, pour notre propos, revient au même: qu'il soit une démocratie rhétorique ou une démocratie autre dans sa nature, le système politique japonais ne se laisse pas appréhender en termes de d'opposition entre les forces de la tradition, ces réminiscences féodales qui résistent à la démocratie, et celles de la modernité, qui en seraient les vraies défenderesses.

Ainsi la démocratie japonaise n'est pas une simple façade, mais elle n'est pas non plus ce qu'un Européen peut en attendre. Elle est une réponse stratégique à un environnement international dominé depuis longtemps par les pays Occidentaux qui en dictent les règles. Elle est également le témoin du fait que le capitalisme s'accommode bien, vu du point de vue japonais, d'un fonctionnement bureaucratique lourd et autoritaire, d'un interventionnisme d'État que combattent tous les libéraux convaincus et de l'absence de cet individualisme propre à l'Occident. En ce sens, le Japon contemporain ne peut que nous interroger. Il éclaire la fragilité des idées qui sont à la base l'individualisme occidental; il nous confronte à l'articulation entre capitalisme et démocratie que nous percevons comme résultant presque automatiquement l'un de l'autre et que l'on trouve chez bien des auteurs. En particulier, il fait apparaître la contradiction existant entre la liberté d'action d'un gouvernement et le libéralisme économique quand il prend la démocratie comme prétexte pour s'imposer, doctrine à laquelle les autorités nippones ne font des concessions que sous la pression répétées d'Occidentaux les accusant de déloyauté. Enfin, les développements qui ont caractérisé le Japon de l'après-guerre nous rappellent qu'aussi profondes que soient les réformes institutionnelles, les attitudes et les mentalités ne suivent pas une évolution prévisible.

---

<sup>24</sup>BUISSOU, *op. cit.*, p. 144



*Insaisissable démocratie*

Cette hypothèse - la démocratie en tant qu'outil rhétorique - s'appuie sur une interprétation de la Restauration Meiji et des événements qui la précédèrent privilégiant les aspects de stratégie politique plutôt que le contenu conceptuel des idées et institutions importées d'Occident. Il ne s'agit pas de nier les composantes démocratiques du système politique, moins encore les aspirations des Japonais à cet idéal - quand elles existent - mais d'éclairer le problème d'une autre manière. Il importe ici de repérer l'émergence d'objectifs susceptibles, à différentes périodes, de mobiliser acteurs politiques et population pour expliciter une spécificité de la trajectoire japonaise ne repose pas sur les postulats épistémologiques de la théorie du *rational choice*. Les objectifs sur lesquels nous articulons notre approche sont considérés comme flous, variables dans le temps, soumis eux-mêmes à des impératifs stratégiques. Ils ne résultent que partiellement d'un calcul coût-bénéfice, dont la possibilité même est limitée par de multiples facteurs échappant au contrôle des individus tels que les logiques de situation, le hasard ou l'irrationalité humaine<sup>25</sup>.

Malgré son incapacité à fournir une définition de cette démocratie, l'explication par l'observation des objectifs se révèle particulièrement éclairante pour rendre compte de phénomènes contemporains. Gavan McCormack, par exemple, utilise une approche similaire pour traiter des diverses tentatives de mobilisation des leaders politiques japonais. En effet, plus le Japon entrevoit l'accomplissement de l'égalité avec l'Occident, plus ses leaders semblent chercher un substitut suffisamment attractif pour "mobiliser les forces au service d'un pôle intégrateur"<sup>26</sup>: le "remodelage de l'archipel", la "politique propre", l'"harmonie" et "réforme administrative", la "globalisation du Japon" ou l'"Asianisation de l'Asie" servent tour à tour de slogan, sans qu'aucun semble posséder un pouvoir mobilisateur aussi fort que l'ancien "Catch-up with the West".

Pourtant, le détour par l'histoire des débuts de la modernité japonaise et les théories de la complexité, qui nous paraît indispensable à la compréhension de

---

<sup>25</sup>Dans une perspective qui s'approche de la théorie des jeux ou du concept de configuration, présentés par Norbert ELIAS dans *Qu'est-ce que la sociologie?*, trad. de l'allemand par Yasmin Hoffman. - La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 1991

<sup>26</sup>McCORMACK Gavan, "Beyond economism Japan in a state of transition", p. 40, in McCORMACK Gavan, SUGIMOTO Yoshio (eds.), *Democracy in Contemporary Japan*, Armonk, New York, etc., M. E. Sharpe Inc., 1986, sec. ed. 1990

ce caractère particulier de la démocratie japonaise, n'est pas non plus épargné par certains problèmes que rencontrent les autres approches. Au niveau du diagnostic sur la nature profonde du système politique, la distance linguistique, géographique et culturelle qui nous sépare de ce pays complique énormément la récolte de données brutes. Le comparatiste en effet ne peut guère espérer travailler sur d'autres matériaux que des statistiques de deuxième main ou les recueils officiels. Les liens privilégiés existant entre la presse japonaise et les autorités politiques, les difficultés d'accès aux informations pour les journalistes étrangers non-agrèés, sans parler de la difficulté de communiquer avec les japonais dont la langue est réputée pour être l'une des plus ardue à acquérir, limitent d'autant notre capacité d'appréhension des phénomènes contemporains.

La nature de l'écriture japonaise oblige celui qui l'apprend à spécialiser son vocabulaire dans quelques domaines seulement, dans la mesure où la mémorisation des caractères idéographiques ne peut être que systématique (par opposition à une écriture alphabétique qui permet une consultation facile des dictionnaires). Il découle de cette particularité linguistique qu'une période d'étude de plusieurs années, qui viennent s'ajouter à celles de la formation de base dans une discipline spécifique, s'avère nécessaire avant de pouvoir traiter du matériel de première main. Autant dire que le nombre de politologues occidentaux ayant accompli un tel effort est fort peu élevé. La quantité de matériel correspondant aux impératifs de qualité de la discipline à disposition des comparatistes est alors fort restreint, bien plus qu'elle ne l'est pour les autres pays susceptibles d'entrer dans nos analyses. Ce d'autant plus que très peu de travaux politologiques japonais ont été traduits dans les langues occidentales.

Cette situation nous force à travailler sans contrôle véritable des données, et souvent sur la base de sources secondaires rédigées par les très prolifiques spécialistes anglo-saxons des "area studies", formés d'abord dans la connaissance de la langue et qui se sont ensuite dirigés vers telle ou telle sphère particulière d'intérêt. Leurs travaux, bien que remarquables à bien des points de vue et notamment par la qualité des sources qu'ils avancent, sont cependant conditionnés par ce type d'organisation des études. Si l'effort de travail sur les sources est rendu plus impressionnant encore pour ceux qui travaillent sur du matériel datant d'avant la simplification du japonais, les concepts qu'ils utilisent font rarement l'objet d'une élaboration théorique explicite et il n'est pas rare d'entendre leurs auteurs déclarer inepte tout intérêt pour la conceptualisation.

Bien sûr, il ne s'agit là que de tendances générales souffrant de brillantes exceptions, mais vue l'intense production de ces dernières années, la difficulté n'est pas sans importance.

Le problème est le même que celui rencontrés par les comparatistes lorsqu'ils tentent de dialoguer avec les historiens, du moins ceux qui défendent *l'a priori* de la transparence de l'histoire, mais il est encore amplifié par les multiples comparaisons implicites auxquelles se livrent nombre d'auteurs, sans toujours accorder la même attention au terme non problématisé de leur binôme, en général l'Occident ou l'Europe. On rencontre notamment cette difficulté avec ceux qui considèrent l'Europe comme un monolithe culturel et politique, conception qui semble bizarrement assez répandue dans les "études japonaises".

Par ailleurs, l'histoire de la modernisation du Japon et de ses contacts avec l'Occident au siècle dernier engendre également des difficultés conceptuelles, dans la mesure où le transfert d'idées ou d'institutions aussi variées que celles que le Japon a importées ne peut se concevoir lui non plus comme transparent. Elles ont été réinterprétées, adaptées, ont fait l'objet d'une réelle réappropriation, comme diraient certains auteurs de sociologie historique. Non seulement la traduction japonaise des termes occidentaux dans leurs significations du XIX<sup>ème</sup> siècle intègre une partie des conceptions japonaises de l'époque - par exemple on emploie le même terme pour État et nation, *kokka*, contraction de *koku* (pays) et *kazoku* (famille, caractère *ka* que l'on retrouve aussi dans *kigyōka*, entrepreneur) - leur donnant une coloration différente, mais encore leur contenu sémantique a évolué de manières différentes au Japon et dans les divers pays dont ses "réformateurs" s'étaient inspirés. Ce qui fait dire à des chercheurs tels que Kaoru Sugihara<sup>27</sup> que la clarification conceptuelle est l'une des tâches primordiales des sciences sociales, pour autant bien sûr que celles-ci se donnent pour mission de faciliter la compréhension entre le Japon et le reste du monde.

En guise de conclusion, soulignons l'inévitable fragilité des interprétations portées sur un système politique qui, bien que désigné comme démocratique, nous reste plus que d'autres voilé par de multiples et parfois subtiles

---

<sup>27</sup>Qui enseigne l'histoire économique et sociale à SOAS, School of Oriental and African Studies, Université de Londres

interférences. Et relevons encore l'intérêt et la nécessité de comparaisons telles que celle tentée par Olivier Duhamel dans son ouvrage sur la démocratie car, malgré les difficultés et limites, elles seules permettront d'élucider les similarités et différences entre les divers régimes revendiquant le qualificatif de démocratique et de reformuler peut-être nos conceptions de ce qui fait la nature d'un tel idéal politique.